Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 103° — Numero 154

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Martedì, 19 giugno 1962 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1961

1962

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTI ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 154 DEL 19 GIUGNO 1962:

Supplemento n. 1.

Supplemento n. 2.

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 dicembre 1961, n. 1841.
Esecuzione dell'Accordo internazionale relativo all'adozione di condizioni uniformi di omologazione ed al riconoscimento reciproco dell'omologazione degli accessori e parti di veicoli a motore, firmato a Ginevra il 20 marzo 1958.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per i trasporti;

Decreta:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo relativo all'adozione di condizioni uniformi di omologazione ed al riconoscimento reciproco dell'omologazione degli accessori e parti di veicoli a motore firmato a Ginevra il 20 marzo 1958, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità del paragrafo 2 dell'art. 7 dell'Accordo stesso.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 dicembre 1961

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — SPATARO

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 148, foglio n. 1. — VILLA

Accordo internazionale relativo all'adozione di condizioni uniformi di omologazione ed al riconoscimento reciproco dell'omologazione degli accessori e parti di veicoli a motore. (Ginevra, 20 marzo 1958).

ACCORD CONCERNANT L'ADOPTION DE CONDITIONS UNIFORMES D'HOMOLOGATION ET LA RECONNAISSANCE RECIPROQUE DE L'HOMOLOGATION DES EQUIPEMENTS ET PIECES DE VEHICULES A MOTEUR

Préambule

Les Parties Contractantes,

Désireuses de définir des conditions uniformes qu'il suffira à certains équipements et à certaines pièces de véhicules à moteur de remplir pour être homologués dans leurs pays, et

Désireuses de faciliter l'utilisation dans leurs pays des équipements et pièces ainsi homologués par les autorités compétentes d'une autre Partie contractante,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

1. Les Parties contractantes établiront, sur la base des dispositions des paragraphes et articles suivants, des conditions uniformes d'homologation pour des équipements et pièces de véhicules à moteurs et pour les

marques d'homologation et elles reconnaîtront réciproquement les homologations accordées conformément à ces conditions.

2. Si les administrations compétentes de deux au moins des Parties contractantes se mettent d'accord sur des conditions uniformes d'homologation d'équipements ou pièces de véhicules à moteur, elles établiront un projet de règlement pour ces équipements ou pièces, qui précisera:

a) les équipements et pièces en cause;

b) les conditions auxquelles ces équipements et pièces doivent satisfaire, y compris les épreuves auxquelles cet équipement et ces pièces doivent résister; le règlement pourra, le cas échéant, désigner les laboratoires convenablement équipés où les essais de réception des types d'équipements et pièces présentés à l'homologation doivent être effectués;

c) les marques d'homologation.

3. Les Parties contractantes qui se seront mises d'accord sur un projet de règlement communiqueront le projet qu'elles auront établi au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en précisant la date à laquelle elles demandent que ce texte entre en vigueur comme Règlement annexé au présent Accord. Cette date devra être postérieure d'au moins cinq mois à la date de leur communication.

4. Le Secrétaire général communiquera aux autres Parties contractantes ce projet et la date à laquelle son entrée en vigueur est demandée.

5. A cette date, le projet entrera en vigueur comme Règlement annexé au présent Accord à l'égard de toutes les Parties contractantes qui auront fait connaître leur acceptation de ce projet au Secrétaire général dans le délai de trois mois à dater de la communication du Secrétaire général. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes cette entrée en vigueur ainsi que la liste des Parties contractantes qui ont accepté le Règlement.

6. Au moment où il déposera son instrument de ratification ou d'adhésion, tout pays pourra déclarer n'être pas lié par certains Règlements alors annexés au présent Accord ou n'être lié par aucun d'entre eux. Si, a ce moment, la procédure prévue par les paragraphes 2, 3, 4 et 5 du présent article est en cours pour un projet de règlement, le Secrétaire général communiquera ce projet à la nouvelle Partie contractante et le projet n'entrera en vigueur comme Règlement à l'égard de cette Partie contractante que dans les conditions prévues au paragraphe 5 du présent article, les délais étant comptés à partir de la communication qui lui aura été faite du projet. Le Secrétaire général communiquera à toutes les Parties contractantes la date de cette entrée en vigueur. Il leur communiquera également les déclarations des Parties contractantes concernant la non-application de certains règlements qui seront faites en application du présent paragraphe.

7. Toute Partie contractante appliquant un Règlement pourra, à tout moment, avec préavis d'un an, notifier au Secrétaire général que son administration cessera d'appliquer ce Règlement. Cette notification sera communiquée par le Secrétaire général aux autres Parties contractantes.

8. Toute Partie contractante n'appliquant pas un Règlement pourra à tout moment notifier au Secrétaire général qu'elle entend désormais l'appliquer, et le Règlement entrera alors en vigueur à son égard le soixantième jour après cette notification. Au cas où cette Partie contractante subordonnerait sa décision d'appliquer le Règlement à la modification de celui-ci, elle transmettrait sa proposition de modification au Secrétaire général et celle-ci serait traitée selon la procédure de l'article 13 du présent Accord, comme s'il s'agissait d'une proposition de modification d'une Partie contractante appliquant déjà le Règlement, mais, par dérogation aux prescriptions de l'article 13 du présent Accord, l'amendement, s'il est accepté, entrera en vigueur à la date à laquelle le Règlement en cause entrera lui-même en vigueur à l'égard de la Partie contractante qui aura proposé l'amendement. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes entrée en vigueur d'un Règlement à l'égard d'une nouvelle Partie contractante intervenant en application du présent paragraphe.

9. Dans la suite du présent Accord, on appellera « Parties contractantes appliquant un Règlement » les Parties contractantes à l'égard desquelles ce Règlement est en vigueur.

Article 2

Chaque Partie contractante appliquant un Règlement accordera les marques d'homologation décrites dans ce Règlement aux types d'équipement et de pièces de véhicules à moteur prévus à ce Règlement, à condition qu'elle soit mise à même de vérifier la conformité de la production au type homologué, que les échantillons présentés satisfassent aux épreuves et prescriptions définies par le Règlement et que, si le fabricant n'est pas lui-même domicilié dans le pays où il demande l'homologation, il y ait un répresentant dûment accrédité. Chaque Partie contractante appliquant un Règlement refusera les marques d'homologation prévues à ce Règlement si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies.

Article 3

Les équipements et pièces de véhicules à moteur portant les marques d'homologation délivrées par une Partie contractante conformément à l'article 2 du présent Accord et fabriqués sur le territoire soit d'une Partie contractante appliquant le Règlement en cause soit d'un autre pays désigné par la Partie contractante qui a procédé à l'homologation du type d'équipement ou de pièce en cause seront considérés comme conformes à la législation de toutes les Parties contractantes appliquant ledit Règlement.

Article 4

Si les autorités compétentes d'une Partie contractante appliquant un Règlement constatent que certains équipements ou certaines pièces de véhicules à moteur portant les marques d'homologation delivrées, en vertu de ce Règlement, par l'une des Parties contractantes ne sont pas conformes au type homologué, elles en aviseront les autorités compétentes de la Partie contractante qui a délivré l'homologation. Cette Partie contractante sera tenue de prendre les mesures nécessaires pour rétablir la conformité de la fabrication au type homologué et d'aviser les autres Parties contractantes appliquant le Règlement des mesures prises à cet effet, mesures qui peuvent s'étendre, le cas échéant, jusqu'au retrait de l'homologation. Dans le cas où la sécurité de la circulation routière risquerait d'être compromise,

la Partie contractante qui le constaterait pourrait interdire la vente et l'usage sur son territoire des équiments ou pièces en cause.

Article 5

1. Les autorités compétentes de toute Partie contractante appliquant un Règlement enverront aux autorités compétentes des autres Parties contractantes appliquant le même Règlement une fiche établie conformément au prescriptions de ce Règlement pour chaque type déquipement ou de pièce de véhicules à moteur qu'elles homologuent conformément au Règlement. Il sera de même adressé une fiche similaire pour tout refus d'homologation.

2. Les autorités compétentes de toute Partie contractante appliquant un Règlement communiqueront aux autorités compétentes des autres Parties contractantes appliquant ce Règlement toute information concernant le retrait d'une homologation accordée.

Article 6

1. Les pays membres de la Commission économique pour l'Europe et les pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes au présent Accord:

a) en le signant;

b) en le ratifiant après l'avoir signé sous réserve de ratification;

c) en y adhérant.

2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes au présent Accord en y adhérant après son entrée en vigueur.

3. L'Accord sera ouvert à la signature jusqu'au 30 juin 1958 inclus. Après cette date, il sera ouvert à l'adhésion.

4. La ratification ou l'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 7

1. Le présent Accord entrera en vigueur le soixantième jour après que deux des pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 6 l'auront signé sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque pays qui le ratifiera ou y adhérera après que deux pays l'auront signé sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, le présent Accord entrera en vigueur le soixantième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

Article 8

1. Chaque Partie contractante pourra dénoncer le présent Accord par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article 9

1. Tout pays pourra, lorsqu'il signera le présent Accord sans réserve de ratification ou lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, declarer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Accord sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. L'Accord sera applicable au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification à dater du soixantième jour après réception de cette notification par le Secrétaire général ou, si à ce jour l'Accord n'est pas encore entré en vigueur, à dater de son entrée en vigueur.

2. Tout pays qui aura fait, conformément au paragraphe 1 du présent article, une déclaration ayant pour effet de rendre le présent Accord applicable à un territoire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à l'article 8, dénoncer l'Accord en ce qui concerne ledit territoire.

Article 10

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Parties en litige.

2. Tout différend qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

3. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe 2 du présent article sera obligatoire pour les Parties contractantes en litige.

Article 11

1. Chaque Partie contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera le présent Accord ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article 10 de l'Accord. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 10 envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.

2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Aucune autre réserve au présent Accord ou aux règlements qui y sont annexés ne sera admise, mais toute Partie contractante a, conformément à l'article premier, la possibilité de déclarer qu'elle n'applique pas certains de ces règlements ou qu'elle n'applique aucun d'entre eux.

Article 12

La procédure d'amendement aux Règlements qui seront annexés au présent Accord est régie par les dispositions suivantes:

1. Toute Partie contractante appliquant un Règlement pourra proposer un ou plusieurs amendements à ce Règlement. Le texte de tout projet d'amendement à un Règlement sera adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui le communiquera aux

autres Parties contractantes. L'amendement sera réputé accepté à moins que dans un délai de trois mois à dater de cette notification une des Parties contractantes appliquant le Règlement n'ait formulé une objection; si une telle objection a été formulée, l'amendement sera réputé rejeté. Si l'amendement est réputé accepté, il entrera en vigueur à l'expiration d'un nouveau délai de deux mois.

2. Au cas où un pays serait devenu Partie contractante entre la communication du projet d'amendement par le Secrétaire général et l'entrée en vigueur de l'amendement, le Règlement en cause ne pourrait entrer en vigueur à l'égard de cette Partie contractante que deux mois après qu'elle aurait accepté formellement l'amendement ou qu'un délai de trois mois se serait écoulé depuis la communication que le Secrétaire général lui aurait faite du projet d'amendement.

Article 13

La procédure d'amendement au texte même de l'Accord est régie par les dispositions suivantes:

1. Toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements au présent Accord. Le texte de tout projet d'amendement à l'Accord sera adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui le communiquera à toutes les Parties contractantes et le portera à la connaissance des autres pays visés au paragraphe 1 de l'article 6.

2. Tout projet d'amendement qui aura été transmis conformément au paragraphe 1 du présent article sera réputé accepté si aucune Partie contractante ne formule d'objections dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire général aura transmis le projet d'amendement.

3. Le Secrétaire général adressera le plus tôt possible à toutes les Parties contractantes une notification pour leur faire savoir si une objection a été formulée contre le projet d'amendement. Si une objection a été formulée contre le projet d'amendement, l'amendement sera considéré comme n'ayant pas été accepté et sera sansa aucun effet. En l'absence d'objections, l'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes trois mois après l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 2 du présent article.

Article 14

Outre les notifications prévues aux articles premier, 12 et 13 du présent Accord, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1 de l'article 6, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 6:

a) les signatures, ratifications et adhésions en vertu de l'article 6;

b) les dates auxquelles le présent Accord entrera en vigueur conformément à l'article 7;

c) les dénonciation en vertu de l'article 8;

d) les notifications reçues conformément à l'article 9;

e) les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 11;

f) l'entrée en vigueur de tout amendement conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 12;

g) l'entrée en vigueur de tout amendement conformément au paragraphe 3 de l'article 13.

Article 15

Après le 30 juin 1958, l'original du présent Accord sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 6.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Genève, le vingt mars mil neuf cent cinquante-huit, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant égalament foi.

Pour l'Albanie:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Pour la Bulgarie:

Pour la République Socialiste Sovietique de Bielorussie:

Pour la Tchecoslovaquie:

Pour le Danemark:

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
PATRICK SCHMIDT
Sous réserve de ratification 19 juin 1958

Pour la Finlande:

Pour la France:
DE CURTON
26 juin 1958

Pour la Grece:

Pour la Hongrie:
JANOS SZITA
Subject to ratification 30 june 1958

Pour l'Islande:

Pour l'Irlande:

Pour l'Italie:
A. BERIO
Sous réserve de ratification 28 mars 1958

Pour le Luxembourg:

Pour les Pays-Bas:
W. H. J. VAN ASCH VAN WIJCH
Sous réserve de ratification 30 juin 1958

Pour la Norvege:

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Pour la Roumanie:

Pour l'Espagne:

Pour la Suede:

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

Pour la Republique Socialiste Sovietique d'Ukraine:

Pour l'Union des Republiques Socialistes Sovietiques:

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les Etats-Unis d'Amerique:

Pour la Yougoslavie:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 marzo 1962, n. 459.

Istituzione di un posto di ruolo per l'insegnamento di tecnica attuariale delle Assicurazioni sociali presso la Facoltà di scienze statistiche, demografiche e attuariali dell'Università di Roma.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, e successive modificazioni ed integrazioni;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1958, n. 1150;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Articolo unico.

E' approvata e resa esecutiva l'annessa convenzione stipulata in Roma in data 25 ottobre 1961, con la quale l'impegno assunto dall'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni per il mantenimento della cattedra convenzionata di Assicurazioni sociali, esistente presso la Facoltà di scienze statistiche, demografiche ed attuariali dell'Università di Roma è tramutato in quello per il mantenimento della cattedra di Tecnica attuariale delle assicurazioni sociali, fermi restando tutti i patti e le clausole contenute nella convenzione istitutiva della cattedra stessa, stipulata in Roma in data 25 ottobre 1958 ed approvata con decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1958, n. 1150.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 marzo 1962

GRONCHI

GUI — TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 giugno 1962
Atti del Governo, registro n. 150, foglio n. 33. — VILLA

Convenzione aggiuntiva per l'istituzione di un posto di ruolo per l'insegnamento di tecnica attuariale delle Assicurazioni sociali presso la Facoltà di scienze statistiche, demografiche e attuariali dell'Università di Roma.

L'anno millenovecentosessantuno, questo giorno venticinque del mese di ottobre in Roma, in una sala del Rettorato della città universitaria, avanti a me dott. Francesco Ruggeri, direttore amministrativo dell'Università di Roma, delegato con decreto rettorale del 20 ottobre 1958 a redigere e ricevere gli atti e i contratti che si stipulano per conto dell'Università stessa ai sensi e per gli effetti dell'art. 129 del regolamento generale universitario, approvato con regio decreto 6 aprile 1924, n. 674, sono comparsi i signori:

prof. Giuseppe Ugo Papi, nato a Capua (Napoli) il 19 febbraio 1893, domiciliato in Roma, Magnifico rettore dell'Università degli studi di Roma e legale rappresentante della medesima, debitamente autorizzato alla stipulazione della convenzione con la deliberazione del Consiglio di amministrazione di cui appresso (allegato *A*) che fa parte integrante del presente atto;

avv. Renato Morelli, nato a Campobasso il 17 luglio 1905, domiciliato per la carica presso la sede centrale dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro, via IV Novembre n. 144, delegato alla stipulazione della presente convenzione come da deliberazione del Consiglio di amministrazione dell'Istituto stesso in data 11 aprile 1960 (allegato *B*) che si allega come parte integrante del presente atto.

Le parti contraenti, della cui identità personale io ufficiale rogante sono certo, col mio consenso, rinunciano espressamente alla presenza dei testimoni.

Premesso

che il 25 ottobre 1958 fu stipulata una convenzione tra l'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e questa Università per il mantenimento di un posto convenzionato di professore di ruolo da assegnare alla cattedra di Assicurazioni sociali e che detta convenzione fu approvata con decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1958, n. 1150;

che, successivamente, con decreto del Presidente della Repubblica 24 febbraio 1960, n. 270, è stato approvato, a decorrere dal 1° novembre 1960, il nuovo ordinamento degli studi della suddetta Facoltà di scienze statistiche, demografiche e attuariali, ordinamento che modifica la denominazione della cattedra di Assicurazioni sociali in quella di Tecnica attuariale delle assicurazioni sociali;

che il Ministero della pubblica istruzione ha comunicato, con lettera n. 3180 del 27 aprile 1961, che il titolare della cattedra di «Assicurazioni sociali» deve intendersi nominato titolare della cattedra di «Tecnica attuariale delle assicurazioni sociali» fin dalla sua prima nomina, e cioè dal 1° novembre 1960;

che l'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro ha dichiarato di accettare il tramutamento medesimo;

che il Consiglio di amministrazione dell'Università, nell'adunanza del 23 maggio 1961, ha autorizzato il rettore alla stipula ed alla firma della presente convenzione aggiuntiva;

tutto ciò premesso si conviene e stipula quanto segue:

Art. 1.

Fermi restando tutti i patti e le clausole contenuti nella convenzione stipulata il 25 ottobre 1958 - Ufficiale rogante il dott. Francesco Ruggeri, incaricato delle funzioni di direttore amministrativo dell'Università di Roma - approvata con decreto del Presidente della Repubblica il 22 dicembre 1958, n. 1150, registrato alla Corte dei conti l'8 gennaio 1959, l'impegno assunto dall'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro per il mantenimento della cattedra convenzionata di assicurazioni sociali, si intende tramutato, a decorrere dal 1° novembre 1960, in impegno per il mantenimento della cattedra convenzionata di «Tecnica attuariale delle assicurazioni sociali».

Art. 2.

La presente convenzione, che è fatta nell'interesse dello Stato e dell'Università di Roma, sarà registrata in esenzione di tasse di registro e bollo a norma dell'art. 55 del regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592.

Il presente atto viene pubblicato mediante lettura da me datane ai comparenti che lo approvano e lo sottoscrivono con me funzionario delegato agli atti e contratti dell'Amministrazione dell'Università di Roma.

Non si da lettura dei due allegati perchè le parti, con il mio consenso vi rinunciano dichiarando di averne esatta conoscenza.

Il presente atto consta, escluse le firme, di tre fogli scritti su quattro pagine intere e righe sedici della pagina quinta.

Il rettore dell'Università di Roma: f.to Giuseppe Ugo Papi

f.to Renato Morelli

L'ufficiale rogante

f.to Francesco Ruggeri

Registrato all'Ufficio atti pubblici di Roma al n. 3821, modello 71/ME, vol. 109, addì 10 novembre 1961. Esatte lire *gratis*.

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1962, n. 451.

Modificazioni al regolamento per la coltivazione indigena del tabacco, approvato con regio decreto 12 ottobre 1924, n. 1590.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regolamento per la coltivazione indigena del tabacco, approvato con regio decreto 12 ottobre 1924, n. 1590, e successive modificazioni;

Considerato la necessità e l'urgenza di adeguare alcune norme che disciplinano la coltivazione del tabacco alle prescrizioni di difesa contro la peronospora;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Udito il Consiglio di amministrazione dei monopoli di Stato;

Udito il Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le finanze;

Decreta:

Articolo unico.

All'art. 15 del regolamento per la coltivazione indigena del tabacco, approvato con regio decreto 12 ottobre 1924, n. 1590, e successive modificazioni, sono aggiunti i seguenti commi:

I semenzai di tabacco dovranno essere costituiti con tecnica razionale e raggruppati in appositi centri di produzione di piantine, dichiarati idonei ed autorizzati dalla competente Direzione compartimentale per la coltivazione dei tabacchi.

Le superfici, investite a semenzaio per ciascun centro, non possono, di regola, essere inferiori a metri quadrati 500 per la varietà Kentucky e similari, Beneventano e Nostrano; a metri quadrati 1000 per le varietà Bright, Burley, Maryland, Sub-tropicali, Resistente, Samsum, Porsucian ed Erzegovina; a metri quadrati 2000 per le varietà Perustitza e Xanthy.

I suddetti limiti potranno essere ridotti nel caso in cui sia sufficiente un'area inferiore di semenzaio per la produzione di piantine necessarie alla copertura della superficie di ciascuna Concessione speciale e, nel caso di varietà da fiuto, di ciascuna Concessione di manifesto.

I centri potranno essere costituiti:

1) dai coltivatori singoli od associati;

2) dai concessionari speciali e per l'esportazione, singoli od associati;

3) dai concessionari di manifesto, singoli od associati;

4) dai richiedenti, singoli od associati, che intendono eseguire — a norma del secondo comma — esclusivamente la semina per la vendita delle piantine ai coltivatori.

E' vietato formare semenzai fuori dei centri autorizzati per la produzione di piantine.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 aprile 1962

GRONCHI

Fanfani — Trabucchi

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 giugno 1962
Atti del Governo, registro n. 149, foglio n. 70. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1962, n. 452.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Paolo Apostolo, in località Lido degli Estensi, del comune di Comacchio (Ferrara).

N. 452. Decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Comacchio in data 1° novembre 1961, integrato con dichiarazione del 18 novembre stesso anno, relativo alla erezione della parrocchia di San Paolo Apostolo, in località Lido degli Estensi del comune di Comacchio (Ferrara).

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 148, foglio n. 70. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1962, n. 453.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria del Carmelo, in località Carminiello, del comune di Torre Annunziata (Napoli).

N. 453. Decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria del Carmelo, sita in località Carminiello del comune di Torre Annunziata (Napoli).

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 148, foglio n. 71. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1962, n. 454.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Paolo Apostolo, in località Montesecco del comune di Gaeta (Latina).

N. 454. Decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Gaeta, in data 1° maggio 1961, integrato con dichiarazione del 3 giugno stesso anno, relativo alla erezione della parrocchia di San Paolo Apostolo, in località Montesecco del comune di Gaeta (Latina).

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 148, foglio n. 69. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1962, n. 455.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Sant'Ottavio e Compagni Martiri in Roma (borgata Ottavia).

N. 455. Decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vicario Generale di S. S. il Sommo Pontefice, in data 13 aprile 1950, integrato con altro decreto in data 14 aprile 1950 e con tre dichiarazioni del 17 settembre 1961, relativo alla erezione della parrocchia di Sant'Ottavio e Compagni Martiri in Roma, via Casal del Marmo (borgata Ottavia) ed istituzione di due uffici coadiutorali nella parrocchia stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 148, foglio n. 67. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1962, n. 456.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Sant'Ambrogio Vescovo, Confessore e Dottore, in località Valle Aurelia, Roma.

N. 456. Decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vicario Generale di S. S. il Sommo Pontefice, in data 10 luglio 1961, integrato con altro decreto in data 12 stesso mese ed anno e con dichiarazione del 30 settembre 1961, relativo all'erezione della parrocchia di Sant'Ambrogio Vescovo, Confessore e Dottore, in località Valle Aurelia, via Baldo degli Ubaldi, Roma, ed istituzione di due uffici coadiutorali nella parrocchia stessa.

Visto, *il Guardasigilli*: Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 maggio 1962
Atti del Governo, registro n. 148, foglio n. 68. — VILLA

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1962.

Riconoscimento definitivo di stazione di soggiorno e turismo a parte del territorio del comune di Sassello (Savona).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto del Ministro per l'interno, di concerto con il Ministro per le finanze, in data 15 febbraio 1956, con il quale ad una parte del territorio del comune di Sassello (Savona) è stato riconosciuto il carattere di stazione di soggiorno e turismo, in via provvisoria, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, e successive modificazioni;

Vista la deliberazione in data 28 gennaio 1962, numero 59, con la quale il Consiglio comunale di Sassello propone che all'intero territorio del Comune venga confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo;

Udito il parere del Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Ritenuto di accogliere la richiesta della conferma, in via definitiva, del riconoscimento conferito con il citato decreto ministeriale 15 febbraio 1956;

Decreta:

Articolo unico.

E' confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo alla parte del territorio del comune di Sassello delimitata nella carta planimetrica annessa al decreto ministeriale 15 febbraio 1956 ed amministrata, per il conseguimento delle finalità turistiche, dall'Azienda autonoma di soggiorno e turismo di Sassello.

Il Prefetto di Savona è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 28 maggio 1962

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(3536)

DECRETO MINISTERIALE 12 maggio 1962.

Modificazione di attribuzioni dei servizi tra i due Uffici del registro di Reggio Calabria.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la tabella della circoscrizione degli Uffici del registro, approvata con decreto ministeriale 19 novembre 1927, registrato alla Corte dei conti il 6 dicembre 1927, registro n. 14, foglio n. 373, e successive modificazioni;

Riconosciuta l'opportunità di modificare le attribuzioni e la denominazione dei due attuali uffici « Ufficio registro » e « Ufficio registro imposta generale sull'entrata » di Reggio Calabria;

Visto l'art. 3 del regio decreto 15 ottobre 1925, n. 2215, che autorizza a provvedere a tali variazioni con decreto ministeriale;

Decreta:

Art. 1.

I due uffici « Ufficio registro » e « Ufficio registro imposta generale sull'entrata » di Reggio Calabria assumono rispettivamente la denominazione di « Ufficio atti civili, giudiziari e successioni » e « Ufficio imposta generale sull'entrata, bollo e demanio ».

Art. 2.

E' approvata l'annessa tabella con la quale viene disposta la ripartizione dei servizi tra i due uffici: « Ufficio atti civili, giudiziari e successioni » e « Ufficio imposta generale sull'entrata, bollo e demanio » di Reggio Calabria.

Art. 3.

Le variazioni stabilite col presente decreto e con la annessa tabella avranno effetto dal 1° luglio 1962.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 maggio 1962

Il Ministro: TRABUCCHI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 maggio 1962
Registro n. 15 Finanze, foglio n. 97

Tabella di ripartizione dei servizi tra l'Ufficio atti civili, giudiziari e successioni e l'Ufficio imposta generale sull'entrata, bollo e demanio di Reggio Calabria.

Sede e denominazione dell'ufficio	RIPARTIZIONE DEI SERVIZI
REGGIO CALABRIA Ufficio atti civili, giudiziari e successioni	*Azienda dello Stato* 1. Registrazione degli atti pubblici, privati, giudiziari, stragiudiziari e delle denunzie di contratti verbali con la riscossione di tutte le tasse, imposte e diritti inerenti, principali ed accessori. 2. Credito fondiario, agrario e simili. 3. Imposta di successione, imposta sul valore netto globale dell'asse ereditario, altre imposte e diritti accessori. 4. Stralcio di tutti i servizi inerenti all'accertamento ed alla riscossione dell'imposta di manomorta e dell'imposta di negoziazione. 5. Imposte e tasse a debito. 6. Depositi per domande di revocazione di sentenze o ricorsi in Cassazione. 7. Imposta speciale di bollo sul decreto del Pretore che rende esecutivo il lodo arbitrale. 8. Diritti di significazione di atti giudiziari all'estero. 9. Riscossione di multe e spese di giustizia civile, penale e amministrativa. 10. Pagamento di tutte le spese di giustizia civile e penale. 11. Contenzioso amministrativo e penale relativo alle imposte, tasse e servizi amministrati dall'ufficio. 12. Entrate eventuali diverse e recupero dei crediti verso impiegati e contabili dello Stato. 13. Diritti di segreteria. 14. Tributi speciali, diritti e compensi spettanti al personale dell'Amministrazione provinciale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari. 15. Recupero di spese. *Aziende speciali* 1. Quote di compartecipazione alle multe ed altre pene pecuniarie, spese e competenze per atti coattivi. 2. Cassa nazionale del notariato. 3. Proventi degli archivi notarili. 4. Cassa previdenza ufficiali giudiziari. 5. Cassa previdenza avvocati e procuratori legali.
REGGIO CALABRIA Ufficio imposta generale sull'entrata, bollo e demanio	*Azienda dello Stato* 1. Imposta generale sull'entrata. Accertamenti e riscossioni. 2. Vendita valori bollati. 3. Bollazione con marche e visto per bollo. Bollazione delle produzioni in giudizio. 4. Imposta di bollo compresa quella riscuotibile in modo virtuale ed in abbonamento. Tasse di bollo sui documenti di trasporto. Tasse di bollo sulle carte da giuoco e sui contratti di borsa. 5. Imposta sulla pubblicità. 6. Imposte sulle assicurazioni. Tassa sulle anticipazioni o sovvenzioni contro deposito o pegno. 7. Diritti ed emolumenti catastali per il rilascio di certificati, copie ed estratti. 8. Servizio radioaudizioni circolari. 9. Tasse varie e proventi di servizi pubblici. 10. Contenzioso amministrativo e penale relativo alle imposte, tasse e servizi amministrati dall'ufficio. 11. Contenzioso amministrativo e penale e riscossione coattiva dei recuperi e delle integrazioni inerenti alle tasse sulla circolazione dei veicoli di ogni specie, alle tasse sulle concessioni governative, alle tasse di pubblico insegnamento e a quelle relative alla istruzione superiore, nonchè all'imposta sui dischi fonografici e sugli altri supporti atti alla riproduzione del suono. 12. Contravvenzioni varie comprese quelle per diritti erariali sugli spettacoli. 13. Demanio pubblico e patrimoniale, provveditorato, enti amministrati, asse ecclesiastico. 14. Eredità devolute allo Stato. 15. Depositi per spese d'asta e contratti. 16. Entrate eventuali diverse e recupero dei crediti verso impiegati e contabili dello Stato. 17. Tributi speciali, diritti e compensi spettanti al personale dell'Amministrazione provinciale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari. 18. Entrate diverse del Tesoro. *Aziende speciali* 1. Quote di compartecipazione alle multe ed altre pene pecuniarie, spese e competenze per atti coattivi. 2. Fondo per il culto e patrimoni riuniti ex economali. 3. Demanio forestale. 4. Interessi cc/cc postali. 5. Proventi Ente nazionale metano. 6. Recupero crediti per cessione stipendi.

Roma, addì 12 maggio 1962

Il Ministro: TRABUCCHI

(3581)

DECRETO MINISTERIALE 12 maggio 1962.
Modificazione di attribuzioni dei servizi tra i due Uffici del registro di Salerno.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la tabella della circoscrizione degli Uffici del registro, approvata con decreto ministeriale 19 novembre 1927, registrato alla Corte dei conti il 6 dicembre 1927, registro n. 14, foglio n. 373, e successive modificazioni;

Riconosciuta l'opportunità di modificare le attribuzioni e la denominazione dei due attuali uffici: « Ufficio registro » e « Ufficio registro imposta generale sull'entrata » di Salerno;

Visto l'art. 3 del regio decreto 15 ottobre 1925, n. 2215, che autorizza a provvedere a tali variazioni con decreto ministeriale;

Decreta:

Art. 1.

I due uffici « Ufficio registro » e « Ufficio registro imposta generale sull'entrata » di Salerno assumono rispettivamente la denominazione di « Ufficio atti civili, giudiziari e successioni » e « Ufficio imposta generale sull'entrata, bollo e demanio ».

Art. 2.

E' approvata l'annessa tabella con la quale viene disposta la ripartizione dei servizi tra i due uffici: « Ufficio atti civili, giudiziari e successioni » e « Ufficio imposta generale sull'entrata, bollo e demanio » di Salerno.

Art. 3.

Le variazioni stabilite col presente decreto e con la annessa tabella avranno effetto dal 1° luglio 1962.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 maggio 1962

Il Ministro: TRABUCCHI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 maggio 1962
Registro n. 15 Finanze, foglio n. 98

Tabella di ripartizione dei servizi tra l'Ufficio atti civili, giudiziari e successioni e l'Ufficio imposta generale sull'entrata, bollo e demanio di Salerno.

Sede e denominazione dell'ufficio	RIPARTIZIONE DEI SERVIZI
SALERNO Ufficio atti civili, giudiziari e successioni	*Azienda dello Stato* 1. Registrazione degli atti pubblici, privati, giudiziari, stragiudiziari e delle denunzie di contratti verbali con la riscossione di tutte le tasse, imposte e diritti inerenti, principali ed accessori. 2. Credito fondiario, agrario e simili. 3. Imposta di successione, imposta sul valore netto globale dell'asse ereditario, altre imposte e diritti accessori. 4. Stralcio di tutti i servizi inerenti all'accertamento ed alla riscossione dell'imposta di manomorta e dell'imposta di negoziazione. 5. Imposte e tasse a debito. 6. Depositi per domande di revocazione di sentenze o ricorsi in Cassazione. 7. Imposta speciale di bollo sul decreto del Pretore che rende esecutivo il lodo arbitrale. 8. Diritti di significazione di atti giudiziari all'estero. 9. Contenzioso amministrativo e penale relativo alle imposte, tasse e servizi amministrati dall'Ufficio. 10. Tasse varie e proventi di servizi pubblici. 11. Entrate eventuali diverse e recupero dei crediti verso impiegati e contabili dello Stato. 12. Diritti di segreteria. 13. Tributi speciali, diritti e compensi spettanti al personale dell'Amministrazione provinciale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari. *Aziende speciali* 1. Quote di compartecipazione alle multe ed altre pene pecuniarie, spese e competenze per atti coattivi. 2. Cassa nazionale del notariato. 3. Proventi degli archivi notarili. 4. Cassa previdenza ufficiali giudiziari. 5. Cassa previdenza avvocati e procuratori legali.
SALERNO Ufficio imposta generale sull'entrata, bollo e demanio	*Azienda dello Stato* 1. Imposta generale sull'entrata. Accertamenti e riscossioni. 2. Vendita valori bollati. 3. Bollazione con marche e visto per bollo. Bollazione delle produzioni in giudizio. 4. Imposta di bollo compresa quella riscuotibile in modo virtuale ed in abbonamento. Tasse di bollo sui documenti di trasporto. Tasse di bollo sulle carte da giuoco e sui contratti di borsa. 5. Imposta sulla pubblicità. 6. Imposte sulle assicurazioni. Tassa sulle anticipazioni o sovvenzioni contro deposito o pegno. 7. Diritti ed emolumenti catastali per il rilascio di certificati, copie ed estratti. 8. Servizio radioaudizioni circolari. 9. Contenzioso amministrativo e penale relativo alle imposte, tasse e servizi amministrati dall'Ufficio. 10. Contenzioso amministrativo e penale e riscossione coattiva dei recuperi e delle integrazioni inerenti alle tasse sulla circolazione dei veicoli di ogni specie, alle tasse sulle concessioni governative, alle tasse di pubblico insegnamento e a quelle relative all'istruzione superiore, nonchè alla imposta sui dischi fonografici e sugli altri supporti atti alla riproduzione del suono.

Sede e denominazione dell'ufficio	RIPARTIZIONE DEI SERVIZI
	11. Contravvenzioni varie comprese quelle per diritti erariali sugli spettacoli. 12. Riscossione di multe e spese di giustizia civile, penale e amministrativa. 13. Pagamento di tutte le spese di giustizia civile e penale. 14. Demanio pubblico e patrimoniale; provveditorato; enti amministrati; asse ecclesiastico. 15. Eredità devolute allo Stato. 16. Depositi per spese d'asta e contratti. 17. Entrate eventuali diverse e recupero dei crediti verso impiegati e contabili dello Stato. 18. Tributi speciali, diritti e compensi spettanti al personale dell'Amministrazione provinciale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari. 19. Entrate diverse del Tesoro. 20. Recupero di spese. *Aziende speciali* 1. Quote di compartecipazione alle multe ed altre pene pecuniarie, spese e competenze per atti coattivi. 2. Fondo per il culto e patrimoni riuniti ex economali. 3. Demanio forestale. 4. Interessi cc/cc postali. 5. Proventi Ente nazionale metano. 6. Recupero crediti per cessione stipendi.

Roma, addì 12 maggio 1962

Il Ministro: TRABUCCHI

(3580)

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1962.

Riconoscimento definitivo di stazione di soggiorno e turismo al territorio del comune di Avigliana (Torino).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti i decreti del Ministro per l'interno, di concerto con il Ministro per le finanze, in data 25 settembre 1951 e 22 ottobre 1957, con i quali all'intero territorio del comune di Avigliana (Torino) è stato riconosciuto, in via provvisoria, il riconoscimento del carattere di stazione di soggiorno e turismo, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, e successive modificazioni;

Vista la deliberazione 30 maggio 1961, n. 32, con la quale il Consiglio comunale di Avigliana propone che all'intero territorio del Comune venga confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo;

Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Articolo unico.

E' confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Avigliana (Torino) amministrato, per il conseguimento delle finalità turistiche, dall'Azienda autonoma di soggiorno e turismo di Avigliana.

Il Prefetto di Torino è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 28 maggio 1962

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(3534)

DECRETO MINISTERIALE 6 giugno 1962.

Liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa agricola « Risorgimento Grigio Verde », con sede in Manciano (Grosseto) e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze della revisione ordinaria effettuata nei confronti della Società cooperativa agricola « Risorgimento Grigio Verde », con sede in Manciano (Grosseto), dalle quali si rileva che l'ente predetto non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti;

Sentito in via d'urgenza il Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19, lettera *b*), del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;

Ritenuta la necessità di sottoporre la Cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa agricola « Risorgimento Grigio Verde », con sede in Manciano (Grosseto), costituita in data 29 gennaio 1946 per rogito De Carolis, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267.

Il sig. Bruno Costoloni è nominato commissario liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 giugno 1962

Il Ministro: BERTINELLI

(3492)

DECRETO MINISTERIALE 8 giugno 1962.

Approvazione delle condizioni generali di polizza per le assicurazioni per il caso di vita e per le rendite differite, presentate dalla Compagnia Mediterranea di Assicurazioni, con sede in Palermo.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private, approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519, e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Compagnia Mediterranea di Assicurazioni, con sede in Palermo, intesa ad ottenere l'approvazione delle condizioni generali di polizza per le assicurazioni in caso di vita;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo debitamente autenticato, le condizioni generali di polizza per le assicurazioni in caso di vita e per le rendite differite, presentate dalla Compagnia Mediterranea di Assicurazioni, con sede in Palermo.

Roma, addì 8 giugno 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(3518)

DECRETO MINISTERIALE 8 giugno 1962.

Approvazione di alcuni tassi di premio relativi a tariffa di assicurazione sulla vita attualmente in vigore, presentati dalla Società « Istituto Italiano di Previdenza », con sede in Milano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private, approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519, e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Società « Istituto Italiano di Previdenza », con sede in Milano, intesa ad ottenere l'approvazione di alcuni tassi di premio relativi a tariffa di assicurazione sulla vita attualmente in vigore;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

Sono approvati, secondo il testo debitamente autenticato, alcuni tassi di premio relativi alla seguente tariffa di assicurazione sulla vita, presentati dalla Società « Istituto Italiano di Previdenza », con sede in Milano:

Tariffa 14-1 (M.F.) relativa all'assicurazione, a premio unico, di una rendita vitalizia immediata pagabile finchè è in vita l'assicurato (approvata con decreto ministeriale 16 marzo 1962).

Roma, addì 8 giugno 1962

p. *Il Ministro*: GASPARI

(3517)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Castelplanio ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 4 maggio 1962, registrato alla Corte dei conti il 30 maggio 1962, registro n. 14 Interno, foglio n. 145, l'Amministrazione comunale di Castelplanio (Ancona) viene autorizzata ad assumere un mutuo suppletivo di L. 180.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3485)

Autorizzazione al comune di Fara Filiorum Petri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 4 maggio 1962, registrato alla Corte dei conti il 30 maggio 1962, registro n. 14 Interno, foglio n. 150, l'Amministrazione comunale di Fara Filiorum Petri (Chieti) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 3.377.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3486)

Assegnazione del comune di Legnano (Milano) alla classe terza agli effetti della legge 5 luglio 1961, n. 641, sulle pubbliche affissioni e sulla pubblicità affine.

Con decreto ministeriale in data 1º giugno 1962, il comune di Legnano (Milano), in relazione alla riconosciuta importanza industriale e commerciale, è stato assegnato, ai sensi dell'art. 4 della legge 5 luglio 1961, n. 641, alla classe terza, ai fini dell'applicazione dei diritti per il servizio delle pubbliche affissioni e dell'imposta sulla pubblicità affine.

(3414)

MINISTERO DELLA SANITA'

Autorizzazione all'Amministrazione degli istituti clinici di perfezionamento di Milano ad istituire una scuola per infermiere ed infermieri generici, con sede presso gli Istituti stessi.

Con decreto in data 19 febbraio 1962, n. 300.7.III.49.4.1409, del Ministro per la sanità di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'Amministrazione degli istituti clinici di perfezionamento di Milano, viene autorizzata ad istituire, in base alla legge 29 ottobre 1954, n. 1046, una scuola per infermiere ed infermieri generici, con sede presso gli istituti stessi.

(3362)

Autorizzazione all'Amministrazione dell'ospedale « Francesco Fallacara » di Triggiano (Bari) ad istituire una scuola per infermiere generiche riservata a religiose con sede presso l'ospedale stesso.

Con decreto in data 21 aprile 1962, n. 300.7.III.9.6.1822, del Ministro per la sanità di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'Amministrazione dell'ospedale « Francesco Fallacara » di Triggiano (Bari), viene autorizzata ad istituire, in base alla legge 29 ottobre 1954, n. 1046, una scuola per infermiere generiche riservata a religiose con sede presso l'ospedale stesso.

(3360)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Revoca del provvedimento di scioglimento della Società cooperativa agricola « Tra produttori di latte », con sede in Raiano (L'Aquila).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 26 maggio 1962, si revoca il precedente provvedimento ministeriale in data 28 dicembre 1961, con il quale fu disposto lo scioglimento d'ufficio della Società cooperativa agricola « Tra produttori di Latte », con sede in Raiano (L'Aquila), e la nomina del sig. Michetti Luigi a liquidatore della medesima.

(3493)

Sostituzione di un membro del Comitato di sorveglianza della liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa « Costruzioni Edilizie CO.EDI. », con sede in Torino.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 30 maggio 1962, il dott. Giovanni Macchiorlatti è stato nominato membro del Comitato di sorveglianza della liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa « Costruzioni Edilizie CO.EDI. », con sede in Torino, in sostituzione del sig. Giovanni Ermolli, deceduto.

(3494)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Sclassificazione ed alienazione di suoli tratturali in comune di Castiglione a Casauria

Con decreto ministeriale in data 21 marzo 1962, n. 5932/2615, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per alienazione a Ventura Pasquale, nato a Castiglione a Casauria l'11 aprile 1894, delle zone demaniali facenti parte del tratturo « Centurelle-Montesecco » in Castiglione a Casauria, estese complessivamente mq. 530 riportate in catasto alla particella n. 71 (parte) del foglio di mappa n. 6 ed alla particella n. 1-*a* - *c*, del foglio di mappa n. 9, del comune di Castiglione a Casauria, nonchè nella planimetria tratturale con i numeri 106 e 105.

Con decreto ministeriale in data 13 aprile 1962, n. 5910/2637, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per alienazione a Epifano Donato, nato a Castiglione a Casauria il 30 ottobre 1874, delle zone demaniali facenti parte del tratturo « Centurelle-Montesecco » in Pescosansonesco e Castiglione a Casauria, estese complessivamente mq. 5180 riportate in catasto alla particella n. 669 (parte) del foglio di mappa n. 17 del comune di Pescosansonesco ed alle particelle numeri 2-c e 2-e del foglio di mappa n. 9 del comune di Castiglione a Casauria, nonchè nella planimetria tratturale con i numeri 6, 5 e 9.

(3399)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 114

Corso dei cambi del 18 giugno 1962 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,67	620,72	620,78	620,75	620,72	620,65	620,75	620,65	620,67	620,72
$ Can.	569,25	569,25	569 —	569,35	568,80	569,27	569,40	569,30	569,25	569,40
Fr. Sv.	143,83	143,83	143,85	143,83	143,85	143,84	143,86	143,85	143,84	143,85
Kr. D.	90,13	90,12	90,14	90,16	90,15	90,10	90,15	90,10	90,30	90,15
Kr. N.	86,02	87,02	87,03	87,04	87 —	86,98	87,01	87 —	87,02	87 —
Kr. Sv.	120,68	120,67	120,68	120,71	120,70	120,68	120,69	120,65	120,69	120,70
Fol.	172,52	172,52	172,53	172,56	172,40	172,39	172,53	172,50	172,50	172,55
Fr. B.	12,47	12,475	12,48	12,4795	12,48	12,48	12,4765	12,48	12,48	12,48
Fr Fr. (N.F.)	126,68	126,68	126,70	126,69	126,70	126,67	126,69	126,70	126,68	126,70
Lst.	1743,95	1744 —	1743,78	1743,95	1744 —	1742,87	1743,95	1743,85	1743,95	1744 —
Dm. occ.	155,42	155,43	155,45	155,48	155,42	155,35	155,445	155,35	155,40	155,45
Scell. Austr.	24,05	24,055	24,06	24,0625	24,045	24,06	24,06	24,06	24,05	24,06
Escudo Port.	21,75	21,72	21,74	21,78	21,80	21,73	21,75	21,73	21,75	21,75

Media dei titoli del 18 giugno 1962

Titolo	Quotazione
Rendita 5 % 1935	102,05
Redimibile 3,50 % 1934	99,05
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	85,775
Id. 5 % (Ricostruzione)	98,60
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	96,225
Id. 5 % (Città di Trieste)	96,425
Id. 5 % (Beni Esteri)	96,075
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1963)	100,125
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	99,95
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	100 —
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	100,10
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	99,95
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	100,075
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,225
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,15
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	99,825

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 18 giugno 1962

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	620,75
1 Dollaro canadese	569,375
1 Franco svizzero	143,845
1 Corona danese	90,155
1 Corona norvegese	87,025
1 Corona svedese	120,70
1 Fiorino olandese	172,545
1 Franco belga	12,478
1 Franco nuovo (N.F.)	126,69
1 Lira sterlina	1743,95
1 Marco germanico	155,462
1 Scellino austriaco	24,061
1 Escudo port.	21,765

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina di presidenti di Casse comunali di credito agrario

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, nonchè l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Viste le proposte formulate dal Banco di Napoli - Sezione di credito agrario, con sede in Napoli;

Dispone:

1) il sig. Domenico Margiotta è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Pietra Montecorvino (Foggia);

2) il dott. Antonio Caramuta è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Corleto Perticara (Potenza);

3) il sig. Michele Lapolla è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Rapolla (Potenza);

4) il dott. Giovanni Raucci è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Satriano di Lucania (Potenza);

5) il sig. Orazio Di Memmo è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Bonefro (Campobasso).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1962

Il Governatore: CARLI

(3427)

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, nonchè l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Viste le proposte formulate dall'Istituto federale di credito agrario per l'Italia centrale, con sede in Roma;

Dispone:

1) il sig. Giuseppe Sisti è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Frontino (Pesaro);

2) il dott. Isocrate Manuali è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Gubbio (Perugia);

3) il cav. Espartero Angelini è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Assisi (Perugia);

4) il geom. Francesco Buroni è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Cagli (Pesaro);

5) il sig. Mariano Macioci è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Monte San Giovanni Campano (Frosinone);

6) il sig. Angelo Petrucci è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Montecastrilli (Terni);

7) il sig. Pasquale Jacomini è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Norma (Latina);

8) il sig. Giovanni Fani, è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Otricoli (Terni).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1962

Il Governatore: CARLI

(3428)

Nomina del presidente della Cassa comunale di credito agrario di Colorno, con sede in Colorno (Parma)

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, nonchè l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927 n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Viste le proposte formulate dalla Sezione di credito agrario per l'Emilia e la Romagna presso la Cassa di risparmio in Bologna, con sede in Bologna;

Dispone:

Il comm. Angelo Cantarelli è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Colorno (Parma).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1962

Il Governatore: CARLI

(3422)

Nomina di un componente del Comitato di sorveglianza della Cassa di risparmio delle Provincie Dalmate, con sede in Venezia, in liquidazione coatta.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto del Ministro per il tesoro in data 29 novembre 1960 che revoca l'autorizzazione all'esercizio del credito alla Cassa di risparmio delle Provincie Dalmate di Venezia e pone la stessa in liquidazione secondo le norme di cui al titolo VII, capo III del su menzionato regio decreto-legge n. 375;

Visto il proprio provvedimento in data 2 dicembre 1960, col quale il rag. Ferruccio Mozzi è stato nominato componente il Comitato di sorveglianza della predetta Cassa;

Considerato che il rag. Mozzi ha declinato l'incarico e che occorre pertanto far luogo alla di lui sostituzione;

Dispone:

Il comm. rag. Giuseppe Di Rocco è nominato componente il Comitato di sorveglianza della Cassa di risparmio delle Provincie Dalmate di Venezia con i poteri e le attribuzioni contemplati dalle norme sulla liquidazione coatta indicate nelle premesse, in sostituzione del rag. Ferruccio Mozzi.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1962

Il Governatore: CARLI

(3423)

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Banca Popolare Lucchese - Società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Lucca, in liquidazione coatta.

Nella riunione del 23 maggio 1962, tenuta dal Comitato di sorveglianza della Banca Popolare Lucchese - Società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Lucca, in liquidazione coatta, l'avv. Lelio Salaris è stato nominato presidente del Comitato stesso, ai sensi e per gli effetti dell'art. 67, comma ottavo, del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

(3425)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Diario delle prove scritte del concorso a cinquanta posti di ingegnere in prova del Genio civile

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto ministeriale n. 2946 del 15 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 9 aprile 1962, registro n. 19, foglio n. 81, con cui è stato bandito il concorso pubblico per esami a cinquanta posti di ingegnere in prova del Genio civile;

Ritenuto che occorre fissare il diario delle prove scritte del concorso in parola;

Decreta:

Le prove scritte del concorso pubblico per esami a cinquanta posti di ingegnere in prova del Genio civile, indetto con decreto ministeriale 15 febbraio 1962 citato nelle premesse, avranno luogo in Roma, presso la Casina del C.R.A.L. del Ministero dei lavori pubblici, sita in lungotevere Thaon de Revel, nei giorni 4, 5, 6 e 7 luglio 1962.

Roma, addì 16 giugno 1962

Il Ministro: SULLO

(3609)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Diario delle prove scritte e pratica del concorso per titoli ed esami a due posti di assistente in prova nel ruolo del personale direttivo tecnico delle Stazioni sperimentali per l'industria (Stazione sperimentale per la cellulosa, carta e fibre tessili vegetali ed artificiali, in Milano).

Il Ministero dell'industria e del commercio, ai sensi dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, rende noto che le prove scritte e pratica del concorso per titoli ed esami a due posti di assistente in prova nel ruolo del personale direttivo tecnico delle Stazioni sperimentali per l'industria (Stazione sperimentale per la cellulosa, carta e fibre tessili vegetali ed artificiali, in Milano), indetto con decreto ministeriale 5 agosto 1961, avranno luogo in Milano, presso la sede della Stazione sperimentale per la cellulosa, carta e fibre tessili vegetali ed artificiali, piazza Leonardo da Vinci, 26, secondo il seguente calendario:

prima prova scritta il 5 luglio 1962, alle ore 8,30;
seconda prova scritta il 6 luglio 1962, alle ore 8,30;
terza prova scritta il 7 luglio 1962, alle ore 8,30;
prova pratica il 9 luglio 1962, alle ore 8,30.

(3668)

MINISTERO DELL'INTERNO

DIREZIONE GENERALE DELLA PUBBLICA SICUREZZA

Diario delle prove scritte e della prova pratica di dattilografia del concorso per esami per il conferimento di settanta posti di applicato aggiunto di pubblica sicurezza in prova nel ruolo della carriera esecutiva del personale dell'Amministrazione della pubblica sicurezza.

Si avvisano gli interessati che le prove scritte e la prova pratica di dattilografia del concorso per esami per il conferimento di settanta posti di applicato aggiunto di pubblica sicurezza in prova nel ruolo della carriera esecutiva del personale dell'Amministrazione della pubblica sicurezza, indetto con decreto ministeriale 30 novembre 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 41 del 15 febbraio 1962, avranno luogo nei giorni 19, 20 e 21 luglio 1962, con inizio alle ore otto, nelle località sottoindicate:

1. *Caserta*: (ove dovranno presentarsi i candidati che hanno prodotto la domanda di ammissione alle Prefetture di Avellino, Benevento, Caserta, Napoli, Salerno, Bari, Brindisi, Foggia, Lecce, Taranto, Matera, Potenza, Catanzaro e Cosenza). Le prove scritte si svolgeranno nei giorni 19 e 20 luglio presso la Scuola allievi guardie di pubblica sicurezza; la prova pratica di dattilografia si svolgerà il giorno 21 luglio presso la Scuola specialisti dell'Aeronautica;

2. *Palermo*: Caserma guardie di pubblica sicurezza « Pietro Lungaro », piazza generale Euclide Turba n. 127 (ove dovranno presentarsi i candidati che hanno prodotto la domanda di ammissione alle Prefetture di Agrigento, Caltanissetta, Catania, Enna, Messina, Palermo, Ragusa, Siracusa, Trapani e Reggio Calabria);

3. *Roma*: Palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4 (ove dovranno presentarsi tutti gli altri candidati).

(3540)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Diario delle prove scritte di esame del concorso a quindici posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo di commissariato - ruolo commissariato.

Le prove scritte di esame del concorso a quindici posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo di commissariato - ruolo commissariato, bandito con decreto ministeriale in data 26 ottobre 1960, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 298 del 5 dicembre 1960, avranno luogo a Roma, presso il Circolo sottufficiali della 2ª Regione aerea, via Pietro Gobetti n. 6-A, nei sottonotati giorni:

10 luglio 1962: Diritto amministrativo;
11 luglio 1962: Economia politica e scienza delle finanze.

I candidati ammessi al concorso dovranno presentarsi nella sede predetta, non oltre le ore 8 di ciascun giorno, muniti dei prescritti documenti d'identificazione.

(3579)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.